Courrier de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 7 DECEMBRE 1859.

Imprimé et publié par
F. WESSE & Co.
EDITEURS-PROPRIETAIRES;
F. WESSE, E. DUPOUY,
OLIVER GER, S. HARDY.
Rue de Chartres, No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 7 DECEMBRE.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Charles & Leandre, 77 Chartres—Soierie, rubans, velours, rubans, bonneterie, mantelets, Talma et Rajaus pour dames.
Par J. Forsand jr., 121 Chartres—Etat de fonds.
Par Hart, Pitts & Gardner Smith, 3 Tchoupitoulas—Lot d'une épicerie en gros.
Par M. Cornes, Lastry & Co, 4 bis, magasin d'en bas—Meubles Hall—Literie—Commerce de Pohêmas, orfèvrerie, objets d'art.
Par Vincent & Co, 28 Bourse—Coutellerie de table—Lampes—Chandeliers.
Par Richard Turpin, 4 rue Bourse et donne, au No 6 rue de Levée—Vins, liqueurs, épicerie, etc.

Nouvelles Etrangères.

Nous avons reçu hier par la malle des journaux d'Angleterre jusqu'au 16 novembre et d'Irlande jusqu'au 14.

Le *Moniteur* a publié une note qui blame la coalition prise par les Assemblées constituantes de l'Italie centrale de déférer la régence au prince de Carignan, parce que cette résolution tend à préjuger toutes questions qui doivent être traitées devant le Congrès appelé à délibérer sur les affaires de l'Italie.

Son côté le *Pays*, organe habituel des opinions du ministère des affaires étrangères, expose plus longuement les raisons qui ont déterminer le roi Victor-Emmanuel à refuser la régence offerte à son parent.

L'Indépendance Belge, la rédaction prise par le roi de Sardaigne a produit une impression profonde et peu favorable. Nous n'avons pas besoin de l'ajouter.—L'irritation ressentie contre l'intervention, sinon armée, du moins très-nette de la France dans la réorganisation de l'Italie centrale, n'est demandée quelles Alsaciennes conséquences de cette intervention. Deux opinions se sont formulées à cet égard. D'après l'une, l'Italie se jettera dans les bras de Mazzini. L'autre, désespérant de l'avenir, ne voit dans l'échec subi par les quatre Assemblées constituantes une raison de plus pour elles de persévérer dans la voie qu'elles ont suivie. Il faut traiter l'organisation des Etats-Unis de l'Italie centrale, sous la dictature de Farini, comme accomplie, et demander à l'Angleterre de reconnaître ce nouvel ordre de choses.

Le *Times* semble incliner vers ce dernier parti. Il consulte aux Italiens, le régence prince de Carignan leur ayant été refusée de mettre leurs destinées entre les mains d'un habile.

Le choix auraient un caractère plus radical que celui de Farini.

Dans un autre article, le *Times* avait exprimé des vœux qui s'ouvrent devant l'Italie centrale lesquelles elle est à la veille de faire un choix. Ces vœux, dit-il, lui sont dictées par deux déclarations également sacrées: le programme impérial que l'Empereur III autant qu'une déclaration publique peut lier un empereur, et celui de lord John Russell qui a affirmé que jamais il ne cesserait de demander à Florence qu'elle reprenne son grand duc. Il répète que la Grande-Bretagne entière est avec lui sur ce dernier point et sa bien d'accord avec l'attitude du gouvernement anglais, les chefs les plus brillans de la Chambre des communes, lord John Russell, M. Disraeli, M. Gladstone, ne rallieraient pas vingt voix dans le Parlement en faveur d'une proposition ayant pour but de rétablir les ducs sur leurs trônes. Le langage tenu par M. C. Lewis, au banquet du lord maire, recevra donc certainement l'approbation de tout le pays.

Le *Times* fait remarquer ensuite l'espèce d'engagement qui existe entre les engagés pris, d'une part par la France, et de l'autre par l'Angleterre, et il soutient que si la supériorité des Français entend par "rôle de la France" des conditions sans la situation desquelles il refuserait de reconnaître nationalité de l'Italie, tout Congrès vers l'Angleterre est impossible. Mais la question n'est pas complètement de face du moment où les demandes ne consistent pas autre chose que des conditions que l'Italie est libre de refuser; des lors, il n'y aurait plus de difficulté insurmontable, et le Times ajoute en termes dernier termes que l'antagonisme qui semble exister entre la politique anglaise et celle de l'Angleterre ne peut être interprété. Ces puissances unissent leur influence morale auprès des Italiens, mais l'une en sens contraire de l'autre, l'Angleterre la soutenant les Italiens sur l'imposition propre, et la France restreignant leur consommer, par des voies pacifiques seulement, d'exécuter les promesses que l'Empereur, comptant sur leur reconnaissance et leur déférence, a faites en 1859.

Après avoir interprété ainsi que la politique future de l'Angleterre et de la France dans la question d'Italie, et indiqué des remèdes aux craintes connues par toutes les puissances, et d'abord pour l'indépendance du pays, de la non intervention, le *Times* finit en disant à l'Europe entière que les maîtres de leurs destinées, et dit que ce sera leur faute s'ils ne réussissent pas à régler maintenant leurs affaires, sans égard aux pour la convention de Villafranca non pour les actes plus sérieux de Zurich.

Les négociations se poursuivent pour la constitution du Congrès. L'adhésion de l'Angleterre n'est pas encore officiellement donnée. Celle de la Russie ne paraît acquise que sous condition. Son gouvernement, au dit d'un Congrès, insiste toujours pour que la préférence soit accordée à une Conférence, dont les discussions pourraient être plus libres et qui se réunirait, sans qu'il fut nécessaire de lui imposer une base aussi étroites que le programme d'un Congrès.

A différentes reprises le bruit a couru à Paris que la Russie et la Prusse étaient tout à fait d'accord avec la France sur les vues de cette puissance pourvoit l'application en Italie. Cela peut être vrai en ce qui concerne la restauration des dynasties dépossédées,—toute intervention armée restant écartée,—s'il est exact que l'empereur de Russie ait adressé au jeune grand-duc de Toscane une lettre des plus favorables aux intérêts de ce prince, et qu'une communication conçue dans le même esprit, ait été faite par Alexandre II au roi de Sardaigne.

Mais nous doutons que la Russie et la Prusse appuient le projet de la Confédération italienne, telle qu'elle a été exposée par l'empereur des Français. Et ce voient dans cette combinaison une source perpétuelle de conflits, et, comme conséquence, une prépondérance acquise pour la France dans les affaires de la Péninsule. De son côté, le roi de Sardaigne aurait déclaré qu'il ne consentirait jamais à entrer dans une association quelconque avec l'Autriche.

Comme il est probable que l'Angleterre partage les mêmes répugnances, voilà une proposition qui ne trouve fort compromise, à moins que, par transaction, on ne la limite à la Sardaigne et aux Etats de l'Italie centrale. La Russie paraît pencher vers ce moyen terme, pour donner satisfaction, à la fois, au principe de la légitimité et aux objections fondées qui se sont élevées contre la fusion, dans une organisation commune, d'éléments aussi hétérogènes que le Piémont et l'Autriche, les Deux-Siciles et la Toscane, le pouvoir pontifical brochant sur le tout.

On ne sait encore que fort peu de choses des réformes que le Pape a promises au gouvernement français, et qu'il est disposé à réaliser, dès que le moment opportun lui semblera arrivé. Une correspondance particulière de Rome apporte cependant quelques indications nouvelles sur la manière dont le Saint Père entend organiser le système représentatif dans ses Etats.

Ce système sera symbolisé par une Consulte chargée du contrôle des finances et il paraît que le Saint-Siége veut pousser ses concessions jusqu'à accorder aux décisions de cette Assemblée un caractère obligatoire, mais à la condition qu'elle ne serait pas formée par l'élection directe. Ce serait aux municipalités et non aux populations que serait attribué le droit d'élire les membres de cette consulte, qui, si elle n'était pas entravée dans sa mission, constituerait déjà une certaine garantie d'une meilleure administration.

La retraite du cardinal Antonelli serait, dit-on, le corollaire de ces réformes. Il est certain que si le secrétaire d'Etat actuel était chargé de les mettre en pratique, il serait difficile de compter sur leur sincérité et sur leur durée.

D'après une dépêche particulière de Madrid, en date du 11, le général O'Donnell a dû partir, ce même jour, de Cadix, sur un batiment de guerre, pour faire la reconnaissance des côtes d'Afrique. On assurait que les opérations militaires commenceraient le 13. Tous les services étaient au grand complet. La même dépêche annonce que les décrets relatifs à la clôture de la session législative sont prêts, et que, dans le cas où le Sénat pourrait terminer, dans la journée du 11, la discussion du budget et celles des remaniements militaires, ces projets seront portés à la Chambres le lendemain.

Dépêches Télégraphiques
Transmises à l'Abeille.

ARRIVÉE DU CITY OF MANCHESTER.

New York, 6 décembre.—Le steamship *City of Manchester* est arrivé dans ce port. Il a quitté Glasgow le 16 du mois dernier. Les nouvelles sont conséquemment postérieures à celles de l'*Europa* à Boston. Le *Times* de Londres dit que, quoique les marchandises fabriquées en Angleterre soient soumises à déforts droits, il y a néanmoins de grandes transactions, concurremment avec la France, sur les marchés de la Chine et d'autres pays de l'Orient.

Des nouvelles reçues de Madrid, annoncent que les troupes espagnoles destinées pour l'expédition contre le Maroc, éprouvent du retard, quant à leur départ, pour cause de manque de munitions de guerre.

ORJANISATION DU CONGRES.

Washington, 5 décembre.—Le premier vote pour la nomination du speaker à la chambre des représentants, a eu lieu aujourd'hui et donné ainsi: Sherman, républicain, de l'Ohio, 66; Bocock, démocrate, de la Virginie, 86; Grow, républicain, 43; Botteler, américain, 14; Davis, 2; Gilmer, 3; Nelson, 5; Hickman, 1; Phillips, 1; Gardner Smith, 2 Tchoupitoulas—Literie—Commerce de Pohêmas, orfèvrerie, objets d'art

Par Vincent & Co, 28 Bourse—Coutellerie de table—Lampes—Chandeliers.

Par Richard Turpin, 4 rue Bourse et donne, au No 6 rue de Levée—Vins, liqueurs, épicerie, etc.

Nouvelles Etrangères.

Nous avons reçu hier par la malle des journaux d'Angleterre jusqu'au 16 novembre et d'Irlande jusqu'au 14.

Le *Moniteur* a publié une note qui blame la coalition prise par les Assemblées constituantes de l'Italie centrale de déférer la régence au prince de Carignan, parce que cette résolution tend à préjuger toutes questions qui doivent être traitées devant le Congrès appelé à délibérer sur les affaires de l'Italie.

Son côté le *Pays*, organe habituel des opinions du ministère des affaires étrangères, expose plus longuement les raisons qui ont déterminer le roi Victor-Emmanuel à refuser la régence offerte à son parent.

L'Indépendance Belge, la rédaction prise par le roi de Sardaigne a produit une impression profonde et peu favorable. Nous n'avons pas besoin de l'ajouter.—L'irritation ressentie contre l'intervention, sinon armée, du moins très-nette de la France dans la réorganisation de l'Italie centrale, n'est demandée quelles Alsaciennes conséquences de cette intervention. Deux opinions se sont formulées à cet égard. D'après l'une, l'Italie se jettera dans les bras de Mazzini. L'autre, désespérant de l'avenir, ne voit dans l'échec subi par les quatre Assemblées constituantes une raison de plus pour elles de persévérer dans la voie qu'elles ont suivie. Il faut traiter l'organisation des Etats-Unis de l'Italie centrale, sous la dictature de Farini, comme accomplie, et demander à l'Angleterre de reconnaître ce nouvel ordre de choses.

Le *Times* semble incliner vers ce dernier parti. Il consulte aux Italiens, le régence prince de Carignan leur ayant été refusée de mettre leurs destinées entre les mains d'un habile.

Le choix auraient un caractère plus radical que celui de Farini.

Dans un autre article, le *Times* avait exprimé des vœux qui s'ouvrent devant l'Italie centrale lesquelles elle est à la veille de faire un choix. Ces vœux, dit-il, lui sont dictées par deux déclarations également sacrées: le programme impérial que l'Empereur III autant qu'une déclaration publique peut lier un empereur, et celui de lord John Russell qui a affirmé que jamais il ne cesserait de demander à Florence qu'elle reprenne son grand duc. Il répète que la Grande-Bretagne entière est avec lui sur ce dernier point et sa bien d'accord avec l'attitude du gouvernement anglais, les chefs les plus brillans de la Chambre des communes, lord John Russell, M. Disraeli, M. Gladstone, ne rallieraient pas vingt voix dans le Parlement en faveur d'une proposition ayant pour but de rétablir les ducs sur leurs trônes. Le langage tenu par M. C. Lewis, au banquet du lord maire, recevra donc certainement l'approbation de tout le pays.

Le *Times* fait remarquer ensuite l'espèce d'engagement qui existe entre les engagés pris, d'une part par la France, et de l'autre par l'Angleterre, et il soutient que si la supériorité des Français entend par "rôle de la France" des conditions sans la situation desquelles il refuserait de reconnaître nationalité de l'Italie, tout Congrès vers l'Angleterre est impossible. Mais la question n'est pas complètement de face du moment où les demandes ne consistent pas autre chose que des conditions que l'Italie est libre de refuser; des lors, il n'y aurait plus de difficulté insurmontable, et le Times ajoute en termes dernier termes que l'antagonisme qui semble exister entre la politique anglaise et celle de l'Angleterre ne peut être interprété. Ces puissances unissent leur influence morale auprès des Italiens, mais l'une en sens contraire de l'autre, l'Angleterre la soutenant les Italiens sur l'imposition propre, et la France restreignant leur consommer, par des voies pacifiques seulement, d'exécuter les promesses que l'Empereur, comptant sur leur reconnaissance et leur déférence, a faites en 1859.

Après avoir interprété ainsi que la politique future de l'Angleterre et de la France dans la question d'Italie, et indiqué des remèdes aux craintes connues par toutes les puissances, et d'abord pour l'indépendance du pays, de la non intervention, le *Times* finit en disant à l'Europe entière que les maîtres de leurs destinées, et dit que ce sera leur faute s'ils ne réussissent pas à régler maintenant leurs affaires, sans égard aux pour la convention de Villafranca non pour les actes plus sérieux de Zurich.

Les négociations se poursuivent pour la constitution du Congrès. L'adhésion de l'Angleterre n'est pas encore officiellement donnée. Celle de la Russie ne paraît acquise que sous condition. Son gouvernement, au dit d'un Congrès, insiste toujours pour que la préférence soit accordée à une Conférence, dont les discussions pourraient être plus libres et qui se réunirait, sans qu'il fut nécessaire de lui imposer une base aussi étroites que le programme d'un Congrès.

A différentes reprises le bruit a couru à Paris que la Russie et la Prusse étaient tout à fait d'accord avec la France sur les vues de cette puissance pourvoit l'application en Italie. Cela peut être vrai en ce qui concerne la restauration des dynasties dépossédées,—toute intervention armée restant écartée,—s'il est exact que l'empereur de Russie ait adressé au jeune grand-duc de Toscane une lettre des plus favorables aux intérêts de ce prince, et qu'une communication conçue dans le même esprit, ait été faite par Alexandre II au roi de Sardaigne.

Mais nous doutons que la Russie et la Prusse appuient le projet de la Confédération italienne, telle qu'elle a été exposée par l'empereur des Français. Et ce voient dans cette combinaison une source perpétuelle de conflits, et, comme conséquence, une prépondérance acquise pour la France dans les affaires de la Péninsule. De son côté, le roi de Sardaigne aurait déclaré qu'il ne consentirait jamais à entrer dans une association quelconque avec l'Autriche.

Comme il est probable que l'Angleterre partage les mêmes répugnances, voilà une proposition qui ne trouve fort compromise, à moins que, par transaction, on ne la limite à la Sardaigne et aux Etats de l'Italie centrale. La Russie paraît pencher vers ce moyen terme, pour donner satisfaction, à la fois, au principe de la légitimité et aux objections fondées qui se sont élevées contre la fusion, dans une organisation commune, d'éléments aussi hétérogènes que le Piémont et l'Autriche, les Deux-Siciles et la Toscane, le pouvoir pontifical brochant sur le tout.

On ne sait encore que fort peu de choses des réformes que le Pape a promises au gouvernement français, et qu'il est disposé à réaliser, dès que le moment opportun lui semblera arrivé. Une correspondance particulière de Rome apporte cependant quelques indications nouvelles sur la manière dont le Saint Père entend organiser le système représentatif dans ses Etats.

Ce système sera symbolisé par une Consulte chargée du contrôle des finances et il paraît que le Saint-Siége veut pousser ses concessions jusqu'à accorder aux décisions de cette Assemblée un caractère obligatoire, mais à la condition qu'elle ne serait pas formée par l'élection directe. Ce serait aux municipalités et non aux populations que serait attribué le droit d'élire les membres de cette consulte, qui, si elle n'était pas entravée dans sa mission, constituerait déjà une certaine garantie d'une meilleure administration.

La retraite du cardinal Antonelli serait, dit-on, le corollaire de ces réformes. Il est certain que si le secrétaire d'Etat actuel était chargé de les mettre en pratique, il serait difficile de compter sur leur sincérité et sur leur durée.

D'après une dépêche particulière de Madrid, en date du 11, le général O'Donnell a dû partir, ce même jour, de Cadix, sur un batiment de guerre, pour faire la reconnaissance des côtes d'Afrique. On assurait que les opérations militaires commenceraient le 13. Tous les services étaient au grand complet. La même dépêche annonce que les décrets relatifs à la clôture de la session législative sont prêts, et que, dans le cas où le Sénat pourrait terminer, dans la journée du 11, la discussion du budget et celles des remaniements militaires, ces projets seront portés à la Chambres le lendemain.

Théâtre de l'Opéra.

Qui ne prendra aujourd'hui du cours du coton—de la récolte du sucre—de l'élection d'un speaker à la Chambre—de l'équilibre Européen? Assurément personne ici. Le théâtre absorbe tout en ce moment et les nouvelles qui y sont reçues sont seules à l'ordre du jour. En dehors des événements de la scène on ne veut rien savoir. Il faut donc satisfaire à tout prix cette avidité générale et donner au lecteur la pâture qu'il attend, au lieu d'empiéter sur les privilèges de notre feuilleton du lundi. Cette nécessité de raconter les faits à mesure qu'ils se produisent, ainsi que l'importance de la représentation d'hier soir, grosse de trois débuts du premier ordre, sera notre excuse pour l'infraction que nous commettons, à regret, cette nuit.

On sait déjà que le Trovatore faisait les frais de la soirée et que deux artistes, deux femmes charmantes, se présentaient pour la première fois devant notre parterre avec des titres à notre bienveillance. On sait encore que Mme Guesmard, jouait par complaisance un rôle que ne lui pas le sien, réservant toute sa force pour un autre ouvrage, mais, ce qu'on ignorait et dans le passé et ce Escarlat. Nous dirons tout à l'heure quel est son présent.

Procédons d'abord suivant le code de la politesse. Place aux dames.

C'est Mlle St-Urbain qui s'avance, c'est à dire le type de la femme gracieuse et élégante.

Après quelques instants de trouble, bien naturel à une première entrée en scène, la belle artiste est parvenue à dominer son émotion et à conquérir les suffrages d'une assemblée difficile. Plus tard, le succès s'est complété et il y a eu une séreuse St-Barthélemy de gants jaunes.

Constatons de suite que Mlle St-Urbain est une cantatrice d'un mérite immense. Tout ce qu'elle fait, comme chant ou jeu, porte un cachet de distinction extrême. En l'écoutant on est pris à la fois par la fraîcheur, par la jeunesse de sa voix, par la pureté de sa diction, par la chaleur de son âme, par son talent de musicienne, comme par le charme de sa personne. Analyser dans tous ses détails ce talent multiple, c'est lui enlever de sa valeur, nous préférons le définir par un mot—c'est ravissant.

Nous avons dit que Mme Guesmard avait accepté le rôle d'Azucena par complaisance, réservant son début réel pour un autre ouvrage. Franchement il y a là-dessous un peu de coquetterie féminine; aussi, le public, après avoir entendu Mme Guesmard, dans Azucena, va-t-il demander des merveilles pour l'avenir.

En attendant, nous étudierons cette artiste dans son rôle de prédilection; établissons tout de suite qu'elle y a dit magnifique. Il est impossible de rien concevoir de plus étrange et de plus saisissant que la physionomie de cette charmante femme sous ce costume pittoresque. Ses grands yeux pensifs, sont lumineux et profonds sous la coiffe de bistre qui couvre son visage; ses traits réguliers et expressifs ont le caractère d'un camée précieux. Son geste est large et dramatique, sa voix étendue et fraîche, son accentuation nette et vibrante. Le Dieu de la musique est en elle—c'est vraiment la Pythonisse inspirée. Elle a dit tout le récitatif du deuxième acte, avec un feu sauvage, une passion énergique, que nous renoncons à décrire. Ainsi joué Azucena acquiert une importance que nous ne lui soupçonnions pas.

Et M. Escarlat? Ne disait on pas qu'il n'y avait plus de tenor en France? Tout compte fait, voilà cependant qu'il s'en trouve trois à la Nouvelle-Orléans. O vérité!—Mais parlons de M. Escarlat.

Cet artiste possède sans contredit une des plus belles voix que nous connaissions: puissance de son jouste, ampleur magistrale, rien ne l'arrête; il monte, il monte toujours, et le fameux ut dièze de Tamberlick n'est pour lui qu'une plaisanterie. Ajoutez à ces dons précieux de la nature un talent remarquable de musicien et vous aurez une idée de ce chanteur qui a le tort à nos yeux d'être trop chanteur.

En effet, M. Escarlat n'a de tendresses que pour le son, il le caresse, il l'arrondit, il le diminue avec une sollicitude paternelle, et ainsi occupé, il laisse le sentiment devenir ce qu'il peut. Il en résulte que cette belle voix étonne, charme même parfois, mais émeut rarement. Que M. Escarlat, ce débutant un peu de la méthode, qu'il oublie le musicien, qu'il se livre à la passion au risque de faire des fautes de grammaire musicale, et la salle croulera sous l'enthousiasme qu'il est appelé à soulever.

Pour rendre justice à tout le monde, disons que l'orchestre et les chœurs ont parfaitement marché, sous l'habile direction de M. Prevost, que la nouvelle mise en scène du Trovatore est d'une grande beauté, et que la salle était plus pleine que jamais.

SOCIÉTÉ DE MUSIQUE CLASSIQUE.—Le premier concert de cette société est annoncé pour ce soir dans la salle des Odd Fellows. Au milieu d'un programme très varié nous remarquons que œuvre importante de Mendelssohn, la symphonie écossaise en la mineur. Le monde de musical ne saurait manque cette fête.

CHRONIQUE LOCALE.

CONSEIL DE VILLE.—Le Conseil de Ville a siégé hier soir.

Assistants Aldermen.—Le maire a adressé au Board un message au sujet d'une nouvelle patente pour parer les rues et d'une autre pour boucher les crevasses.

Le contrôleur a annoncé plusieurs adjudications dont nous avons déjà parlé.

Le trésorier a annoncé dans son rapport hebdomadaire, qu'il reste en caisse une somme de $556.

Une résolution ordonnant l'achat de jeunes arbres à raison d'une piastre chacun a été soumise au comité.

Le comité des rues et débarcadères a présenté un rapport dans lequel il dit que l'avocat de la ville est d'opinion que l'adjudication du marché pour une bâtisse en fer sur la Levée et pour fournir des tuyaux de la longueur d'un mille (adjudication faite par le maire) est illégale. Ces contrats devront être revisés par le contrôleur. Le rapport est adopté.

Les deux boards se sont réunis et ont élu les personnes suivantes: gardien des eaux, M. P. Barrett; commissaires de la maison de refuge, Dr Forward, R. S. Lee, S. Tasseur; directeurs des écoles du Premier District, C. M. Bradford, A. E. Brice, M. A. Foute.

Des résolutions autorisant le contrôleur à vendre des contrats pour la bâtisse en fer, deux pompes et des tuyaux pour la Levée, ont été adoptées.

Une résolution permettant l'établissement d'un cimetière israélite derrière le Troisième District, pourvu que les voisins ne s'y opposent pas, a été adoptée.

Le Board a décidé que toutes les tentes de magasins de la rue du Canal devront être inspectées par le voyer qui verra à ce qu'elles soient telles que l'exige l'ordonnance.

La prochaine réunion aura lieu vendredi prochain. L'ordonnance qui a trait à la taxe a été mise à l'ordre du jour pour cette séance.

Aldermen.—Une résolution des Assistants ordonnant de revendre le marché qui avait été adjugé pour cinq ans sur les rues du centre-ville, a été adoptée.

Il a été nommé un comité qui est chargé de prendre un rapport au sujet de la souscription de $100,000 aux Lafayette Water-Works.

Une lettre demandant au Board de permettre des excursions de ballons sur la Place d'Armes, a été déposée sur le bureau.

L'ordonnance relativement à la taxe a été adoptée avec les modifications suggérées par le comité spécial.

M. Nixon a annoncé qu'il proposerait, à la prochaine séance, de fixer l'heure de la séance à 5 au lieu de 6 heures.

ADJUDICATIONS.—Le contrôleur a adjugé hier les contrats pour numéroter et stamper les draps, charrettes, &c., des quatre Districts de la ville. Voici les noms des adjudicataires:

1er Dist.....A D. Meunier à raison de 5 cts.
2e " .....A " " 3 "
3e " .....A J. B. Belin " " 2½ "
4e " .....A D. Meunier " " 3½ "

Le contrat pour curer le canal Melpomène, de la rue Dryades à la rue Claiborne, et le canal Claiborne, de sa limite supérieure au nouveau canal, a été adjugé à John Mc Cann, à raison de $175, par acre courant de 208 pieds.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—L'avocat de district a demandé et obtenu la mise en liberté d'Edward Newman accusé d'assaut et batterie.

M. Mitchell ainsi Duggan a été déclaré coupable d'assaut et batterie.

St Fort Mello, ci-devant watchman du Deuxième District, a été déclaré coupable d'avoir donné des coups de bâton à un prisonnier.

Le jury a prononcé l'acquittement d'Alphonse Beorille et de M. Schiffer, accusés d'assaut et batterie.

PROCES AU SUJET DE LA SAGESSE.—Ce procès important dont la Cour de Circuit des States-Unis s'occupait depuis deux semaines, a été jugé samedi dernier.

Le jury, après quelques heures de délibérations, a annoncé qu'il ne pouvait pas s'accorder sur un verdict.—Il paraît qu'il y avait cinq membres en faveur du demandeur, M. Moses Thompson, cinq en faveur du défendeur, M. Auguste Lesseps. Le onzième était indécis et, bien que penchant plutôt du côté du demandeur, consentait à s'unanimer au vœu de la majorité. Le douzième juré avait été déchargé, dans le cours de l'affaire, pour cause de maladie.

VOLS.—Thomas Brady qui s'est introduit dans une chambre de la Bloody Gun House, rue du Quartier, et y a volé deux montres en argent, un bracelet et une chaîne en or appartenant à Samuel Williams a été arrêté hier matin et conduit, avec son compagnon, Charles Brown, devant le recorder Wills qui les a fait écrouer. Ils subiront un interrogatoire le 13 du courant.

—Dimanche dernier, à dix heures du soir, un individu est sorti dans la cabine de la goélette Eclipse, au Vieux Bassin, et en est sorti avec une malle contenant du linge, trente piastres en or et dix en argent. On l'a trouvée, lundi, brisée en morceaux, dans la cour de A. Bernard, rue St Pierre, entre Villeré et Robertson. Le capitaine Callaghan, propriétaire de la malle, a fait un affidavit dans lequel il accuse Bernard de larcin. Bernard a été arrêté hier. Il est en prison.

TENTATIVE DE MEURTRE.—Argus McDonald, second mate du navire *Golden Star*, a été terrassé et poignardé, lundi soir, au Block Langtry, par deux individus, dans un café où il buvait avec un ami.

Les coupables se sont enfuis et McDonald a été transporté à l'Hôpital.

LES RECORDERS.—Evans, waterman de la Nouvelle Maison de Refuge des garçons, est accusé, devant le recorder assistant Munroe, d'avoir cruellement fouetté Joe H. Daniels, âgé adopté de Mme Louisa Daniels.

Tom Murphy et Jno bracken, accusés d'avoir assassiné Edward Collins, le 19 du mois dernier, ont comparu hier devant le recorder qui les a fait écrouer. L'instruction est fixée au 14 du courant.

Geo. Kennedy qu'un affidavit accuse d'avoir voulu se servir d'un pistolet contre un esclave de M. Cammack et d'avoir fait feu sur James Coolahan, a été envoyé en prison en attendant l'interrogatoire.

George Bleakely a été écroué pour avoir maltraité sa femme Eliza.

J. Kahn a été envoyé devant la Première Cour de District pour avoir gardé $95 sur un billet de $100 qu'il avait changé pour Mary Gibney.

—Marguerite Toulet a été condamnée, par le recorder Wills, à dix piastres d'amende, pour avoir assailli Mme Guyot, âgée de soixante ans. Elle a dû en outre fournir un cautionnement pour répondre de sa bonne conduite.

Mme Murphy, dix piastres et cautionnement. Elle a frappé M. Piétri.

Mme Lee, cinq piastres et cautionnement pour avoir assailli Mary Halpin.

John O'Brien qui avait privé le Workhouse de sa présence et que l'officier Bulloss a arrêté de nouveau, a été condamné à six mois de plus.

Pat. Kelly que M. Bulloss accuse d'être suspect et dangereux, a été envoyé pour six mois dans la même institution que John.

CHEMIN DE FER MERIDIONAL DU PACIFIQUE.—M. Fuckercon, agent de la compagnie du chemin de fer méridional du Pacifique, annonce que deux cent cinquante mille piastres d'actions ont été vendues et que la première moitié ayant fait une vente conditionnelle d'un million pour acheter des esclaves, les livres de souscription à la Nouvelle-Orléans seront fermées le 10. Le succès de l'entreprise devient, on le voit, de moins en moins problématique.

FOURNITURES DE BUREAU.—M. Paulin Durel, 37 rue de Chartres, a reçu d'Angleterre un envoi considérable de papier pour notaires, ainsi qu'un assortiment de registres, enveloppes, encriers, canifs, plumes, et d'autres fournitures de bureau. Les prix de la maison sont toujours très modérés. Voir aux annonces.

On nous transmet la note suivante que nous publions avec plaisir:

La quête annuelle faite par le bataillon d'Artillerie, le jour de la Ste-Barbe, a produit cette année la somme de $157 75 qui a été versée entre les mains de la Présidente des Dames de la Providence et destinée à l'Asile des Vieillards, placée sous la direction de cette société charitable.

La Présidente a vu, pris d'être auprès des membres du bataillon l'interprète de ces sentimens de gratitude. Le bataillon d'Artillerie n'oublie jamais les pauvres dans ses anniversaires. L'asile des pauvres en les indigents sont nombreux et, grâce à cette libéralité, les Dames de la Providence, pourront adoucir pour eux, la rigueur de la saison qui commence.

Elles font des vœux pour le bataillon qui honore la ville par sa noble tenue et qui associe les pauvres à toutes ses fêtes.

Extrait du "Frank at's Beauvr," Paroisse Ste Marie, Attakapas.

Le Dr J. A. CARABAVANT.—C'est avec un plaisir extraordinaire que nous appelons l'attention sur l'annonce de ce parfait gentleman et de ce dentiste d'un si grand talent. Il y a longtemps que nous connaissons personnellement le docteur, et nous pouvons qu'il mérite tous les éloges que la presse louisianaise a prodigués à son rare mérite. Il occupe, en effet, le premier rang dans sa profession. Puisqu'il nous vient qu'il faisait dans toute la Louisiane, il s'est établi à la Nlle-Orléans, rue Royale No 138, entre St-Pierre et Toulouse, et il sera toujours très heureux d'y retrouver ses nombreux clients de la campagne qui, durant la saison des affaires, se rendent en foule en ville.

Son cabinet est un des plus importants de notre capitale commerciale. Il emploie constamment trois dentistes habiles dans l'art de monter les pièces artificielles, lesquels préparent les matériaux et lui permettent, par leur aide, de répondre aux nombreuses demandes qui lui sont adressées.—Comme théoricien et comme praticien, nous le voyons, parmi les dentistes de la ville, avec un rang des plus élevés et que lui ne le partage et à la confiance du public, aucun qui remplisse plus consciencieusement ses devoirs.

AFFAIRES D'ITALIE.

On lit dans le *Times*:

"Chaque jour amène quelque phase nouvelle dans la grande question du mouvement d'Italie. Les nuages que ces vents de tempête changent devant eux ne changent pas aussi souvent de forme que les conseils ou de moins les actes de gouvernement français.

"Hier nous nous plaisions à contempler les heureux effets que devait produire l'assurance que la pétrification morale serait à l'avenir la seule pression que subirait l'Italie. Aujourd'hui nous apprenons qu'au moment même où nous écrivions sous l'empire de cette assurance, Victor-Emmanuel agissait sous l'influence de représentations très urgentes qui lui avaient été faites par le gouvernement français." Le roi du Piémont a, en effet, été obligé, en exécution de ce commandement impérial, de refuser les services de son cousin aux prières de l'Italie centrale. Le prince de Carignan reste à Turin et l'Italie centrale est toujours sans gouvernement. Cela semble bien cruel. L'Italie est dans une position et ses populations ne sauraient longtemps se maintenir.

Le hommes qui ont des sentimens humains ne sauraient assister, et ce n'est avec intérêt pénible, une expérience qui apprendra combien de temps la société humaine peut être contenue par une entente commune, sans les liens du gouvernement. Les pauvres Italiens prévoient en tout au moins exigeant le moment où la société italienne s'écroulera. La roi, vers lequel ils tournent les yeux avec tant d'espérances et qu'ils ont intérêt comme le premier soldat de l'Italie, le croirait également, et toute l'Europe, tous les amis de l'Italie, redoutent ce moment avec lui. Ils ne peuvent, en effet, en accuser traire, les tyrans et leurs instruments, les prêtres ultramontains et la cabale papale attendent ce moment, eux, avec impatience. Il n'est une puissance pour leur les mains de l'ordre et de la liberté. Il n'y a moyen d'en sortir que par un gouvernement fort. Les populations font donc appel, à l'humanité, à un principe de force pour qu'il vienne les défendre contre eux mêmes et contre les gouverner jusqu'à ce qu'ils sachent jusqu'à quel point les autres nations de l'Europe leur permettront de choisir leur gouvernement définitif.

"Nous venons avoir un nouveau dictionnaire français pour apprendre ce qu'on doit entendre par "de très urgentes représentations." Les anciens idiomes perdent leur signification et il en surgit de nouveaux qui ne peuvent être interprétés. Ces "très urgentes représentations" qui sont allées trouver Victor-Emmanuel doivent être quelque chose de bien plus que le serait toute représentation qui ne fut pas soutenue par la lance de cent mille baïonnettes. On ne sait pas certainement, de simples paroles qui ont été de ce brave soldat, en Italie au sang chaud et aux sentiments passablement ardens, a-t-il à refuser à ses amis en Italie un homme pour réprimer le désordre en son nom.

"Si cette intervention a été la nature de ces "très-urgentes représentations", pour qu'elles aient produit de tels effets sur un homme! Si elles n'étaient pas accompagnées de quelque menace, ou si elles ne l'étaient pas moins de la menace de lâcher l'Autriche sur son ancienne proie, l'Europe trouvera difficilement une excuse suffisante pour opposer aux hommes qui ne réserve au zèle de l'Italie. Si, au contraire, ces représentations ont été faites à Turin par une main armée, l'Europe devrait le savoir. La diplomatie française porte un sac dont il semble que nous n'atteindrons jamais le fond. M. Houdin lui-même ne lire pas des choses plus étranges de son sac après l'avoir retourné de tous les côtés, que ne le fait notre puissant voisin.

"Il y a du plaisir à voir sortir des bonnets, des oiseaux et des fiacons à parfum du sac d'un sorcier, mais nous avons là un magicien qui manie les destinées du monde. Il faut donc, ou, en ce moment, nous dire si ma domaine d'insurrections qui pourraient faire mettre au pillage autant de villes italiennes. Il peut les produire quand il le voudra. Il n'a qu'à vouloir et les désordres éclateront surgiront aussi occupés que les lunes dans une pantomime. Il a parfaitement le pouvoir de faire incendier Florence jusqu'aux dernières cendres ou de provoquer une guerre civile dans les rues de Bologne. Aucune intervention armée n'est nécessaire pour cela; il ne faudrait rien de plus qu'une série de très-urgentes représentations" prononcant à chacune tentative faite pour établir un système de gouvernement régulier et permanent.

"Nous sommes loin de croire que l'empereur des Français ne soit aussi désireux que tout le reste de l'humanité de voir s'établir la paix et la tranquillité du pays qu'il a pris sous sa protection; mais nous pensons qu'il assume une responsabilité très-sérieuse lorsqu'il s'interpose aussi impérativement qu'il vient de le faire pour empêcher l'Italie de sortir de la condition désorganisée dans laquelle elle se trouve nécessairement maintenant. Ce peut être là une politique très-habile et très-habile, mais elle est dangereuse. Pour faire arriver les Italiens désespérés à son système à lui, il leur en interdit tout autre. Il a bouché tous les trous, excepté un seul sur lequel il est assis; on comme on couper patient et déterminé, dresse un cheval obstiné, il cabre, il rue, il rue, et il persévère, il s'anime, sans lui laisser ni repos ni relâche, jusqu'à ce que la bête soit complètement vaincue. Pour faire arriver les Italiens désespérés à son système à lui, il leur en interdit tout autre. Il a bouché tous les trous, excepté un seul sur lequel il est assis; on comme on couper patient et déterminé, dresse un cheval obstiné, il cabre, il rue, il rue, et il persévère, il s'anime, sans lui laisser ni repos ni relâche, jusqu'à ce que la bête soit complètement vaincue. Pour faire arriver les Italiens désespérés à son système à lui, il leur en interdit tout autre. Il a bouché tous les trous, excepté un seul sur lequel il est assis; on comme on couper patient et déterminé, dresse un cheval obstiné, il cabre, il rue, il rue